

Serment d'hypocrites - 1/1

Pour des raisons qui restent encore à élucider, les professionnels de la santé de Côte d'Ivoire ont décidé un débrayage. Malgré la fermeté du gouvernement, la grève s'est poursuivie causant d'innombrables pertes en vies humaines dans un pays déjà déchiré par une crise politico-militaire.

Il existe pourtant des journées carrières organisées chaque année pour tous les candidats au baccalauréat. Pendant lesdites journées, les élèves de terminale ont le loisir de tout savoir sur les différents débouchés qu'offre telle ou telle filière universitaire. Ainsi, celui qui choisit de faire médecine sait exactement quel destin professionnel sera le sien et le salaire, les émoluments et tout.

D'où vient-il donc que pour de l'argent, des primes (il ne s'agit pas de salaires qui eux, ont toujours été payés malgré la morosité de l'économie nationale) on n'hésite pas à abandonner de pauvres malades à leur triste sort !

Les médecins de Côte d'Ivoire ont poussé le ridicule à un niveau qui sera difficile à égaler par un autre corps de métier.

Et le serment d'Hippocrate, me direz-vous ! Ils vont sûrement répondre que ce dernier n'était pas ivoirien. Pitoyable spectacle !

Il a donc fallu en arriver à un bras de fer indigne des parties gouvernementale et syndicale.

Finalement, un communiqué laconique du conseil des ministres a décidé de réquisitionner les formations militaires sur toute l'étendue du territoire en vue de satisfaire les populations.

Face à la tournure des événements qui n'était pas loin de les faire passer pour des criminels d'un genre spécial, les médecins ont fini par se résigner à regagner leurs postes. Jusqu'à quand ? Mystère et boule de gomme !

Savoir raison gardée

Il ne fait aucun doute que la situation du pays mérite une attention particulière. Tous les corps de métier doivent y mettre du leur afin qu'il retrouve une certaine normalité. Au lieu de cela, pas moins de 500 grèves ont été enregistrées qui portent essentiellement sur une revalorisation salariale quand il ne s'agit pas tout simplement d'un mouvement d'humeur.

Au total, ce sont 18 mois d'inactivité qui ont été constatés dans le secteur public. Dans un pays en crise et si le gouvernement n'avait pas adopté des mesures drastiques avec pour conséquences une pression fiscale supplémentaire sur le secteur privé, il ça de soi que la Côte d'Ivoire aurait été en quasi-faillite.